

GUERET 2015

Pour la reconquête et le développement des services publics

CONFERENCE DE PRESSE

La Souterraine

17 janvier 2015

DOSSIER DE PRESSE



GUERET 2015 : Pour la reconquête et le développement des services publics

A l'appel de: FSU, Union Syndicale Solidaires, UGFF-CGT, Fédération des Services Publics-CGT, FNME-CGT, Fédération CGT Equipement-Environnement, SYAC CGT, CGT Banque de France, FERC-CGT, Fédération CGT des Cheminots, SNA Concurrence Consommation Répression des Fraudes CGT, Syndicat CGT des Finances Publiques, l'Union Fédérale des retraités de la Police nationale CGT, Sud PTT, Sud Rail, Sud-Santé Sociaux, Sud-Santé Solidaires APHP, Solidaires Finances publiques, Sud Collectivités territoriales, Solidaires Douanes, Confédération paysanne, CGT LILLE, Coordination Eau Bien Commun France, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence nationale Rail, Collectif « La santé n'est pas une marchandise », Coordination Eau IDF, Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Association d'usagers pour la Défense du Service Public du pays de Luçon, Association de défense des Services Publics et de leurs usagers-Hautes-Alpes, Collectif 37 notre santé en danger, Collectif des résistances en Comminges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous, Collectif de défense et de développement des services publics (CDDSP) de l'Ardèche, CDDSP Combrailles, CDDSP Corrèze, CDDSP Creuse, CDDSP Hautes Pyrénées, Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité Lure-Luxeuil (Haute-Saône), Convergence Services Publics d'Indre et Loire, Vivent les services publics Bouches-du-Rhône, Appel des Appels, ATTAC, AITEC, CNAFAL, Droit au Logement, Fondation Copernic, Réseau Éducation populaire, Résistance Sociale (RESO), UFAL, Union nationale des retraités et des personnes âgées, ANECR, Cap à Gauche en Corrèze, Démocratie et Socialisme, Gauche Avenir, Maintenant la Gauche, Ensemble!, EELV, Gauche Unitaire, Jeunes Ecologistes, Mouvement Jeunes Communistes de France, NPA, PCF, PCOF, PG, République et Socialisme...

Les services publics sont plus que jamais utiles. La protection sociale joue un rôle majeur d'amortisseur social dans la crise qui nous frappe. Des services publics forts sont indispensables à toute alternative à l'austérité et à tout projet d'avenir, si on veut :

- Assurer l'accès effectif aux droits, la mise en œuvre des solidarités, une juste répartition des richesses ;
- Faire prévaloir l'intérêt général, l'égalité des femmes et des hommes et l'Humain sur les intérêts particuliers;
- Mettre en œuvre, à l'opposé de l'actuelle réforme territoriale, un aménagement équilibré du territoire, l'égalité des citoyen-ne-s, un renouveau de la démocratie ;
- défendre, reconquérir, développer la Sécurité Sociale ;
- Engager sérieusement la transition écologique.

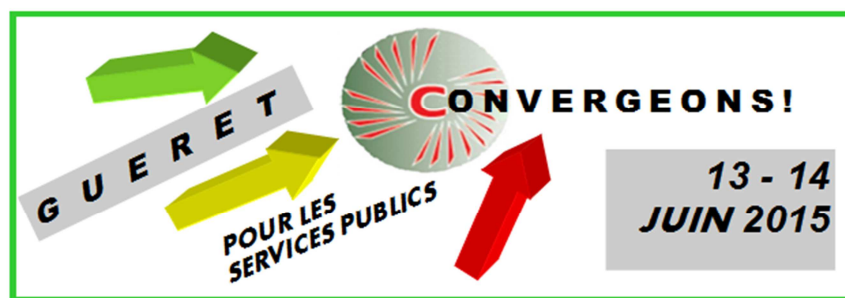
Or, le gouvernement poursuit la politique de baisse de la dépense publique menée par ses prédécesseurs. Il considère les services publics, nationaux et locaux, ainsi que les droits sociaux comme une charge insupportable. Plutôt que de s'attaquer, pour les financer, à la fraude, à l'évasion fiscale et la charge indue de la dette, aux profits exubérants des entreprises et de procéder à une véritable réforme fiscale promise mais jamais réalisée, il procède à leur démantèlement en les privatisant et en rognant sans cesse sur leur qualité et leur proximité.

Aujourd'hui, nous, citoyen-ne-s, élu-e-s, salarié-e-s, usagers-ères, organisations syndicales, associatives et politiques, collectifs et coordinations, appelons à organiser la reconquête des politiques publiques, des services publics et de la sécurité sociale, à renforcer la résistance sociale dans les différents territoires et à la faire converger.

En mars 2005, après une action symbolique de démission collective des élus une manifestation nationale convergeait à Guéret (Creuse) pour des services publics de proximité, qui assurent l'unité et l'égalité de tous nos territoires. 10 ans après, il est nécessaire de multiplier par 10 l'ampleur de notre action commune.

**TOUTES ET TOUS A GUERET
LE 13 JUIN 2015
POUR UNE MANIFESTATION NATIONALE !
LE 14 JUIN 2015
POUR LE LANCEMENT D'ASSISES NATIONALES
ET D'UN NOUVEAU MANIFESTE DU XXIème SIECLE**

www.convergence-sp.org convergenceservicespublics@gmail.com 07 81 58 32 16



POURQUOI GUERET 2015 ?

Les citoyens ont besoin de services publics porteurs de valeurs d'égalité, de solidarité et en capacité de répondre, sur l'ensemble du territoire, aux besoins fondamentaux des usagers. Pour cela, le statut de fonctionnaire permet aux agents de remplir leur mission d'intérêt général en toute indépendance. La FSU, convaincue que le combat pour défendre et améliorer les services publics doit rassembler salariés, usagers et élus, s'inscrit donc avec enthousiasme dans la préparation de l'initiative nationale Guéret 2015.

Bernadette Croizon, Secrétaire générale de la FSU

A l'opposé des politiques gouvernementales et patronales actuelles, l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT milite pour la défense, la reconquête et le développement des politiques publiques et des services publics.

Il s'agit d'en faire de véritables outils au service de la construction d'une société du plein emploi, de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux, de la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement assurant la transition écologique.

Pour y parvenir, l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT récusé les politiques d'austérité initiées au titre du pacte dit de « responsabilité » et réaffirme qu'il est possible de financer toute l'action publique au moyen d'une véritable réforme de la fiscalité ou encore de la création d'un pôle financier public.

Pour y parvenir, il y a besoin de créer les conditions d'une mobilisation et d'un rapport de forces du plus haut niveau possible.

C'est pourquoi, en convergence avec toutes les organisations syndicales, les associations, les partis politiques qui partagent de tels objectifs, l'UGFF-CGT appelle les citoyens, les salariés, les privés d'emploi, les retraités, à manifester le 13 juin 2015 à Guéret.

Jean-Marc Canon, Secrétaire Général de l'UGFF CGT

Solidaires appelle au grand rassemblement de Guéret des 13 et 14 juin 2015 car les services publics constituent un élément central de redistribution des richesses.

Ils sont un élément essentiel de cohésion sociale, et un pilier de notre modèle social. Ils représentent un facteur très important d'égalité. Solidaires veut favoriser les services publics, vecteurs de correction des inégalités territoriales et revendique l'extension et la création de nouveaux services publics qui se veulent de véritables outils de transformation sociale.

Denis Turbet-Delof, Secrétaire national de l'Union Syndicale Solidaires

Pour les écologistes, les services publics sont un outil indispensable à la vie sociale. Tout comme les biens communs fondamentaux - l'air, l'eau, la biodiversité que nous devons préserver et utiliser équitablement - les services publics constituent le fondement des biens communs sociaux fondamentaux. L'éducation, la santé, la justice... doivent être protégés de la marchandisation. Préserver, rénover, défendre les services publics c'est donner les moyens aux femmes et hommes de vivre dignement, de façon égalitaire. Faire vivre l'écologie et faire vivre les services publics relèvent du même combat vital et collectif. Pour toutes ces raisons EELV sera à Guéret les 13 et 14 juin.

**Jacques Boutault, maire du 2^e arrondissement de Paris
et membre du bureau exécutif d'EELV**

De Lille à Guéret en juin 2015 : l'Union Locale CGT de Lille et environs avec son collectif Services Publics appelle l'ensemble des citoyens, des usagers et des salariés à s'unir pour la défense, la reconquête et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire tant dans les grandes métropoles dans les villes moyennes et petites que dans les petites communes. Pour mieux et bien vivre toutes et tous ensemble dans la cohésion sociale, de LILLE vers GUERET, construisons et unissons nos services publics.

Pour le collectif services publics UL Lille et environs Emmanuelle Planque

Le développement des services publics est un marqueur de tout processus d'émancipation. Ce fut le cas lors de l'application du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Mais depuis plus de 30 ans, le mouvement réformateur néolibéral de droite et de gauche a eu comme credo la célèbre formule de Denis Kessler : « **Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du CNR.** » Combattre les injustices et les inégalités sociales aujourd'hui nous demandent de rouvrir le chemin de l'émancipation et donc de réengager le développement et la promotion des nouveaux services pour le XXI^{ème} siècle.

**Bernard Tepper, Co-animateur Réseau Education Populaire,
Membre Comité de rédaction du journal Respublica.**

30 ans de privatisation, de recul des services publics, de la Sécurité Sociale, ont affecté l'accès et / ou le service rendu. Le recul de l'industrie est parallèle.

Résistance Sociale appelle à converger à Guéret contre les 50 Md de coupes budgétaires, pour la reconquête et le développement de la Sécurité Sociale, de services publics de proximité, de qualité, à la pointe du progrès, dont entre autres le champ devra être discuté dans le cadre des assises du service public du 21^{ème} siècle.

Marinette Bache, Conseillère de Paris, présidente de Résistance Sociale.

Les Services Publics sont un vecteur d'efficacité et de dynamisme économique et de protection des citoyens. Il est légitime de continuer à les défendre en inscrivant dans notre CONSTITUTION une CHARTE DES SERVICES PUBLICS. On peut affirmer qu'ils sont le garant de l'équité de traitement entre les utilisateurs. Pourtant, certains « accros » du secteur privé semblent ne pas être concernés par cet esprit de justice et soutiennent que les monopoles et le secteur privé devraient s'imposer à nous quand l'intérêt général est en jeu. Dégrader le Service Public pour l'affaiblir et le montrer ensuite du doigt et le détruire est de plus en plus dans l'air du temps.

Georges Martel, responsable de Cap à Gauche 19

La survie des territoires ruraux ne peut se faire sans des services publics présents au plus près des citoyens usagers, hors les politiques menées depuis des années vont à l'inverse créant de ce fait des inégalités d'accès aux biens communs (santé, éducation, transports). La démarche initiée à Guéret en 2005 et son prolongement en 2015 mettant la nécessité de services publics plus forts, plus près des usagers nous apparaît comme une réponse au développement des zones rurales à l'inverse de la réforme territoriale qui favorise les métropoles à leur détriment.

Georges Dussert Peydabay, animateur collectif défense et développement des services publics des Hautes-Pyrénées

La réforme territoriale en cours de finalisation, couplée à de prochaines réformes de l'Etat et de la fiscalité locale vont venir aggraver un processus d'affaiblissement des services publics à l'oeuvre depuis plus d'une vingtaine d'années. Fractures territoriales et fractures sociales et culturelles vont se cumuler. Guéret doit donc être un rassemblement de résistances; mais ce rassemblement, riche de toutes les initiatives en cours, doit aussi être celui de l'invention et de la co-construction des services publics de demain permettant d'échapper à la "marchandisation" des territoires.

Front de Gauche thématique Ville-Habitat-Solidarités

Cela a commencé en 2005 dans la Creuse par la démission collective de 260 élu-es en raison des atteintes graves contre les écoles, la poste, les perceptions. 10 ans après ce sont la grève du maire de Saint-Ouen (93), et le mouvement des élu-e-s « plumés de l'austérité » contre les coupes budgétaires de l'Etat faites au nom du dogme austéritaire de l'UE auquel il faut s'opposer, et d'abord en Grèce. Au moment où le « mouvement Charlie » appelle à reconstruire le vivre ensemble, à défendre les droits, il faut mettre les paroles en actes : arrêter les coupes budgétaires, les privatisations, les discriminations d'accès aux services publics dans les quartiers les plus abandonnés et autres « partenariats publics-privés », et reconstruire du « commun » pour l'eau, pour le droit à l'énergie, au transport sans mise en concurrence. L'humain d'abord, par les services publics !

Jean-François Pelissier, Porte-parole Ensemble

APPEL POUR DES ASSISES DE DÉFENSE, DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATISATION DES SERVICES PUBLICS

Organisations, collectifs et coordinations parties prenantes des assises :

FSU, Union Syndicale Solidaires, Confédération Paysanne, UGFF-CGT, CGT Services Publics, FNME-CGT, Fédération CGT Equipement-Environnement, SYAC CGT, CGT Banque de France, FERC-CGT, Fédération CGT des Cheminots, Sud PTT, Sud Rail, Sud-Santé Sociaux, Sud-Santé Solidaires APHP, Solidaires Finances publiques, Sud Collectivités territoriales, Solidaires Douanes, CGT Lille, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence nationale Rail (CNR), Collectif « La santé n'est pas une marchandise », Coordination Eau IDF, Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Association d'utilisateurs pour la Défense du Service Public du pays de Luçon, Association de défense des Services Publics et de leurs usagers-Hautes-Alpes, Collectif des résistances en Comminges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous, Collectif de défense et de développement des services publics (CDDSP) de l'Ardèche, CDDSP Creuse, CDDSP Hautes Pyrénées, Convergence Indre et Loire, Vivent les services publics Bouches-du-Rhône (VSP 13), Appel des Appels, ATTAC, AITEC, CNAFAL, Droit au Logement (DAL), Fondation Copernic, Réseau Éducation populaire, Résistance Sociale (RESO), UFAL, Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA), ANECR, Cap à Gauche en Corrèze, Démocratie et Socialisme, Gauche Avenir, Maintenant la Gauche, Ensemble!, EELV, Gauche Unitaire (GU), Jeunes Ecologistes, Mouvement Jeunes Communistes de France, NPA, Parti de Gauche (PG), PCF, PCOF, République et Socialisme (R&S)...



APPEL POUR DES ASSISES DE DÉFENSE, DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATISATION DES SERVICES PUBLICS

Les services publics, sont dénigrés: ils coûteraient cher, seraient inefficaces, les agents seraient trop nombreux et privilégiés...

Cette propagande n'a qu'un but : faciliter, malgré les contestations, l'entrée de ces secteurs dans la sphère marchande au seul profit des milieux financiers via les législations nationales, les directives européennes et les accords internationaux (en cours: quatrième paquet ferroviaire, traité transatlantique, Accord sur le Commerce des Services...).

Pourtant les privatisations, les démantèlements, la gestion « rentable » ont fait la preuve de leur inefficacité : augmentation et illisibilité des tarifs (SNCF, téléphonie...), baisse de la qualité des services (Poste, Pôle emploi...) jusqu'à celle tragique de la sécurité (hôpitaux, transports...), gabegie financière (Partenariats Publics-Privé, braderie de notre patrimoine, externalisation ...).

Pourtant dans une société fragilisée par la crise mais en mutation rapide, les besoins en services publics sont plus importants.

A tous les âges et dans tous les domaines de la vie, le besoin du collectif, de la solidarité grandit.

Pourtant les services publics et la protection sociale solidaire ont joué un rôle d'amortisseurs de la crise en 2008.

Et pour cause ! Les services publics, vecteurs d'égalité, sont fondamentaux pour:

- l'accès effectif aux droits, la mise en œuvre des solidarités, la mise en commun et la répartition des richesses,

- toute politique voulant faire prévaloir l'intérêt général aux intérêts particuliers, l'égalité des femmes et des hommes, l'Humain à la finance ;

- l'aménagement du territoire et la transition écologique.

Les services publics sont donc indispensables à toute alternative à l'austérité. Ils sont créateurs de richesse. Locaux ou nationaux, ils ne doivent pas devenir les variables d'ajustement de la recherche de profit comme l'induisent les réformes successives dont la réforme territoriale.

Aussi, nous, citoyen-ne-s, élu-e-s, salarié-e-s, usagers-ères, Organisations syndicales, associatives et politiques, collectifs et coordinations,

Appelons et nous engageons à faire converger nos exigences et nos luttes pour la défense, le développement et la démocratisation des services publics,

Appelons et nous engageons à constituer des collectifs locaux à les dynamiser et les développer, pour débattre et lutter afin de faire vivre nos services publics dans nos territoires.

Rejoignez-nous, signez l'appel!

Sur internet : www.convergence-sp.org

**Par courriel :
convergenceservicespublics@gmail.com**

Par téléphone : 07 81 58 32 16

Par courrier : bulletin réponse au verso

PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE

soumise au débat des collectifs, coordinations et organisations :

L'apport de collectifs locaux qui luttent et débattent pour faire vivre les services public dans les territoires est indispensable.

Ensemble nous montrerons que le service public est une idée bien plus moderne que la recherche de profit financier. La conférence-débat de la Convergence du 16 mai 2014 a décidé de la tenue d'assises pour les services publics, couplées à une manifestation nationale, qui aura lieu en juin 2015 à Guéret et a ciblé comme axes de réflexion :

- les évolutions induites par les politiques d'austérité et leurs conséquences sur les niveaux et les modes de gestion, ainsi que sur la vie quotidienne des uns et des autres
- le rôle de l'Etat, en articulation avec celui des collectivités territoriales et de l'Europe
- le financement des services publics (réforme fiscale, péréquations...)
- les nouvelles formes de démocratie à trouver et mettre en place
- la nécessité de mener une bataille idéologique (arguments sur l'efficacité du service public, déconstruction de ceux sur le déficit public et le coût des services et des emplois publics), de communication (discours parlant à une nouvelle génération n'ayant pas connus les « vrais » services publics de réseaux, faire mieux connaître les réussites et les luttes et enjeux en cours, information sur les différents traités...)
- l'impulsion de nouvelles formes d'action, les modalités de leur convergence, y compris au niveau européen.

Nous proposons donc de mettre en perspective la rédaction d'un nouveau Manifeste pour les services publics du XXIème siècle. Nous ne partons pas de rien : notre manifeste du 10 juin 2007 pour les services publics pourrait servir de base à ce travail. Il est nécessaire de tenir compte de l'impact des politiques d'austérité, et d'aller plus loin et plus concrètement dans l'élaboration de propositions alternatives visant à mettre les finances au service de la satisfaction des besoins de toutes et tous et d'une nouvelle logique de développement.

Bulletin réponse

Nom et Prénom :

Ville : Département :

Courriel : Téléphone :

Responsabilité(s)/mandat(s)/Profession :

souhaite :

O signer l'appel pour les assises des services publics et être tenu informé des initiatives

à titre individuel ou au nom de mon organisation :

O participer au développement et/ou à la création de collectifs dans mon département ou ma ville.

O apporter ma contribution financière à la réussite des assise :€ (chèque à l'ordre de « Convergence Services Publics »)

Signature :

A retourner à : convergenceservicespublics@gmail.com

Ou par voie postale : Convergence des services publics, Hôtel de Ville, Esplanade François Mitterrand, 23 000 Guéret.

Liste des premiers signataires :

Roderic AARSSE (maire-adjt Malakoff, Conseiller comm.), Etienne ADAM (Sud Santé, Caen), Fatah AGGOUNE (maire-adjt Gentilly, ANECR), Michel ANGOT (FSU), Michel ANTONY (prdt d'honneur CN hôpitaux et mater. de prox. , Comité de Lure), Eliane ASSASSI (prdt groupe comm. Rép. et citoyen au Sénat), Geneviève AZAM (porte-parole d'ATTAC), Marinette BACHE (Conseillère de Paris, prdt de RESO), Nicolas BAILLE (SG de la FD CGT Equipement-environnement), Catherine BASSANI-PILLOT (conseillère municipale de Nantes, prdt de l'Entente pour le Développement de l'Erdre Navigable et Naturelle), Guy BATIOT (conseiller municipal de La Roche-sur-Yon), Hervé BASIRE (SG de la FERC-CGT), Marie-France BEAUFILS (sénatrice-Maire de Saint-Pierre-des -Corps), Fabienne BELLIN (FSU), Lela BENCHARIF (vice-prdt EELV région Rhône-Alpes), Gérard BERTHIOT (Vice-prdt PS région Champagne Ardenne, D&S), Eric BEYNEL (Co-délégué général de Solidaires), Pierrette BIDON (EELV Creuse), Joël BLANCHARD (conseiller municipal d'Aizenay), Michel BOCK (conseiller régional IDF), Philippe BOCQ (co SG Solidaires douanes), Jean-Marie BONNEMAYRE (prdt du CNAFAL), Anne BONNERAT (ATTAC Creuse), Nathalie BONNET (Secrétaire fédérale de SUD Rail), Anne-Marie BOUDOU (Conseillère régionale Bretagne), Jean-Louis BOUILLET (2C2A – Cercle Citoyen Antilibéral Altermondialiste -, Creuse), Michel BOURGAIN (maire de l'Ile-Saint-Denis, vice-prdt de l'assoc. des maires de France), Didier BOURGOIN (SG SNULIAS-FSU), Jacques BOUTAULT (bureau exécutif EELV, maire du 2ème arrondissement de Paris), Philippe BREUIL (conseiller général Creuse), Benoit BRULIN (conseiller municipal de Javerdat), Marie-Claire CAILLETAUD (FNME-CGT), Aymard de CAMARET (ATTAC PARIS-IDF), Jean-Marc CANON (Secrétaire général UGFF-CGT), Françoise CASTEX (ancienne prdt intergroupe services publics Parlement européen), Julie CAUPENNE (SG Appel des Appels), Philippe CESBRON (maire de Rablay-sur-Layon), Jean-Claude CHAILLEY (SG RESO), Jean-François CHALOT (SG CNAFAL), Agnès CHARAIX-PY (EELV, Conseillère municipale et communautaire de Nîmes), André CHASSAIGNE (prdt groupe Gauche Démocrate et Républicaine à l'Assemblée Nationale), Laura CHATEL (secrétaire fédérale Jeunes Ecologistes), Philippe CHRETIEN (ADECR 94), Stéphane COLONEAUX (ADECR 94), Jean COMBASTEIL (Porte-parole de Cap à Gauche 19), Eric COQUEREL (SN du Parti de gauche), Alexis CORBIERE (SN du Parti de Gauche), CORDAT Philippe (SG du comité régional de la CGT centre), Fabien COSTE (secrétaire dptal PCF 37), Pierre COURSAIES (Sociologue, FSU, Montreuil), Yann COURTET (vice-prdt ADSP au pays de Luçon), Francine DAERDEN, (adjte au maire de Briançon), Jérôme DAMMEREY (coSG SNUPE-FSU), Philippe DAMOISEAU (Secrétaire féd. SUD Collectivités territoriales), Noël DAUCET (SN du SNUTEFI-Pôle-emploi-FSU), Claude DEBONS (Gauche Avenir), Bernard DEFAIX (secrétaire Convergence nationale SP), Gilles DEGUET (vice-prdt de la région Centre EELV), Jean-Claude DELANOUE (Rencontre du Service Public Romorantin), Christophe DELECOURT (SN UGFF-CGT), Patrick DELFOSSE (Prdt CNR), Évelyne DELUZE (présidente ADSP pays de Luçon), Brigitte DEL PÉRUGIA (conseillère municipale de Hyères), Evelyne DELUZE (secrétaire CN hôpitaux et mater. de prox.), Hélène DERRIEN (vice-prdt CN hôpitaux et mater. de prox.), Daniel DEXET (conseiller général Creuse), Farid DJABALI (Conseiller municipal Mitry-Mory), Jean-Michel DREVON (Institut de recherche FSU, Le Mans), Vincent DREZET (SG de Solidaires Finances publiques), Christophe DUMONT (conseiller régional Champagne -Ardennes), Denis DURAND (CGT Banque de France), Denis DURAND (Maire de Bengy sur Craon), Georges DUSSET (resp. CDDSP Hautes-Pyrénées), Michelle ERNIS (FSU, conseillère municipale St-Etienne-du-Rouvray), Jean-Baptiste EYRAUD (porte-parole DAL), Jean-Laurent FELIZIA (secrétaire dptal EELV du VAR), Muriel FILIPPI (SG du SYAC CGT), Gérard FILOCHE (fondateur D&S, bureau national PS), Jean-Pierre FOURRÉ (porte-parole R&S), Nicolas GALEPIDES (SG SUD PTT), Michel GALIN (FSU IDF), Gilbert GARREL (SG de la fédération CGT des cheminots), Marie-Laure GARRIGADE (SN du Parti de Gauche), Christian GAUDRAY (Prdt UFAL), David GIPOULOU (PG Creuse), Jean GIRARD (Resp. Comité de défense hôpital Marie-Galante), Jérôme GLEIZES (Conseiller de Paris EELV), Jean-Marie GOATER (adjt EELV au maire de Rennes), Cécile GONDARD-LALANNE (Co-déléguée générale de Solidaires), Bernadette GROISON (SG de la FSU), Geneviève GUIBERT (resp. collectif Notre santé en Danger 37), Jeannette HABEL (co-prdt Fondation Copernic), Patrick HALLINGER (Resp. Convergence 37), Didier HAUDIQUET (SG du SNUACTE-FSU), Delphine HELLE (élue municipale Saint-Denis), Nordine IDIR (SG Mouvement de la JC de France), Louis IORIO (resp. VSP 13), François JACQUARD (conseiller régional Rhône-Alpes), Michel JALLAMION (prdt Convergence nationale SP), Yves JARDIN (Prdt du Comité des usagers de l'Hôpital de Douarnenez, vice-prdt coord. Comités de défense et mater. de prox.), Raoul Marc JENNAR (essayiste), Raymond JOANNESSE (vice-prdt région Champagne- Ardennes), Jacques JOSELOIN (maire-adjt Chambray-les-Tours), Annie JOUAN (organisation des retraités de la Police nationale CGT), Claudine KAHANE (coSG SNESUP-FSU), Pierre KHALFA (co-prdt Fondation Copernic), Jean LAFON (conseiller régional IDF EELV), Annie LAHMER (Co-secrétaire EELV IDF), Elie LAMBERT (co SG Solidaires Douanes), Mourad LAOUES (conseiller municipal EELV Chalon-sur-Saône), Didier LASSAUZAY (resp. services publics D&S), Joël LAINÉ (maire de St-Hilaire-la-plaine en Creuse), Anne LE LOARER, Secrétaire URIF-CGT, Pierre LAURENT (Secrétaire National du PCF), Bertrand LAVIGNE (resp. Comité hôpital des Sables d'Olonne), Patrick LE HYARIC (député européen de la GUE, directeur général de l'Humanité), Didier LERESTE (syndicaliste cheminot, animateur CNR), Bruno LEVEDER (SG SNASUB-FSU), Liêm HOANG NGOC (ancien député européen, bureau national du PS, resp. des Socialistes affligés), Bernard LIGER (Prdt ADSP et de leurs usagers, Htes-Alpes), Marie-Noëlle LIENEMANN (sénatrice PS, ancienne ministre), Joseph MAATOUK (resp. comité hôpital Aubenas), Frédéric MAGUET (SG SNAC-FSU), Jean-Claude MAMET (syndicaliste poste, élu municipal Romainville), Marc MANGENOT (économiste-sociologue), Georges MARTEL (Cap à Gauche 19), Michel MARTET (syndicaliste collectivité territoriale parisienne), Myriam MARTIN (porte-parole Ensemble), Isabelle MATHURIN (Conseil national PCF), Gus MASSIAH (co-fondateur AITEC, conseil scientifique d'Attac, Conseil international du FSM), Emmanuel MAUREL (Animateur Maintenant La Gauche, Bureau national PS, vice-prdt Conseil régional IDF), Patrice MOINGEON (Collectif Ensemble Ardèche), Brigitte MONNET (maire de Vincelle, conseillère régionale Franche-Comté), Marie-Christine NADEAU (FNME-CGT), Françoise NAY (Prdt CN hôpitaux et mater. de prox.), Lucas NEDELEC (secrétaire féd. Jeunes Ecologistes), Richard NEUVILLE (CDDSP Ardèche), Évelyne NGÔ (SN de Solidaires), Christian N'GUYEN (NPA Creuse), Dominique NORMAND (conseillère régionale Limousin, EELV), Jean-Claude OLIVA (secrétaire coord eau IDF), Serge PAGNIER (SGA SNETAP-FSU), Emmanuel PAILLUSSON (SG Solidaires CCRF & SCL), Franck PALLIER (militant associatif Ardèche), Jean-Jacques PARIS (SG ANECR), Jean-François PELLISSIER (Conseiller régional IDF, porte-parole Ensemble), Bruno PERCEBOIS (médecin PMI, Sud Santé Seine Saint Denis), Annie PETIT (SN UNRPA), Liliane PIERRE (SG de l'ADEC 94), Christian PIERREL (porte-parole PCOF), Christian PIQUET (Conseiller régional Pyrénées, porte-parole GU), Mireille et Jean-Pierre PONTON (asso. des usagers de l'hôpital d'Aubenas), Jean-Louis PUYDEBOIS (secrétaire FSU 19), Anne QUERRIEN (sociologue et urbaniste, Aitec), Paul QUILES (Maire de Cordes-sur-Ciel, ancien ministre PS), Evelyne RABARDEL (ADECR 94), Joël RATHONIE (Nouvelle Donne), Marcelle REMERAND (MRC37), Marie-Claude RIPERT (PCF Balaruc-les-Bains), Danielle ROLLAT (Vice-prdt UNRPA), Frédérique ROLET (SG SNES-FSU), Raphaël ROMI (professeur de droit à l'université de Nantes, conseiller municipal de Clisson), Evelyne ROSSIGNOL (resp. du syndicat CGT du conseil général 37), Fabienne ROUCHY (SG de la CGT Banque de France), Rose-May ROUSSEAU (resp. USAP-CGT), Michel ROUYER (prdt du groupe des élus Palaiseau Terre Citoyenne), Daniel SARIO (militant services publics bassin de Thau), Luc SCHAFFAUSER (porte-parole R&S, syndicaliste organismes sociaux), Marie-Cécile SEIGLE-VATTE (conseillère municipale EELV d'Agassac), Sébastien SIHR (SG SNUIPP-FSU), Cécile SILHOUETTE (EAN d'Ensemble), Sylvain De SMET (conseiller régional IDF EELV), Djamila SONZOGNI (conseillère régionale Alsace), Jean-Claude SOTTIL (Secrétaire national SNUITAM-FSU), Jean-Marc SOUBESTE (maire-adjoint EELV de La Rochelle), Robert SPIZZICHINO (co-animateur FdG thématique Ville-habitat-solidarités), Maya SURDUTS (CADAC), Baptiste TALBOT (Secrétaire général Fédération Services Publics CGT), Jean-Claude TALLARON (resp. CDDSP Ardèche), Patricia TEJAS (syndicaliste CGT Finances), Bernard Teper (Réseau Education Populaire), Marie-Claire THOMAS (vice-prdt Communauté de communes du pays de Lure), Denis THOMAS (FSU), Marie-Pierre TOUBHANS (porte-parole Ensemble), Denis TURBET-DELOF (secrétaire national, délégué général FP de l'Union syndicale Solidaires), Alain VACHER (Conseiller général PCF Corrèze), Janine VAUX (syndicaliste, CDDSP 19), Marie-Christine VERGIAT (députée européenne FdG), Jean VIGNES (SG Sud Santé Sociaux), Christophe VOILLIOT (SNESUP-FSU), Olivier YOUNOU (SG adjoint SUD-santé-Solidaires APHP), Valérie ZELIOLI (ADECR 94) ...